
HISTORIQUE

50 ans de solidarité

L'histoire de SUCO, comme toute histoire de vie, est riche en rebondissements. Il est intéressant d'y retracer l'évolution de la coopération et du développement international au Canada, des années 1960 à nos jours. Aujourd'hui, SUCO continue d'innover et entre de plain-pied dans sa phase de maturité avec une expérience longue de 39 années en solidarité entre les peuples.

SUCO/CUSO : la décennie des années 1960



En 1961 naissent, à l'instigation des universités canadiennes, SUCO (Service universitaire canadien outre-mer) et son pendant anglophone CUSO (Canadian University Service Overseas). SUCO/ CUSO sont parmi les premières organisations non gouvernementales (ONG) laïques en coopération internationale et leur création coïncide avec la première décennie du développement international au Canada. Le Canada participait à divers programmes de développement, soit en Afrique (par l'entremise du Commonwealth), soit en Amérique latine (dans le cadre de l'Alliance pour le progrès) ou en Asie (le plan Colombo).

SUCO/CUSO formait une corporation pancanadienne, dont le siège social était à Ottawa, et comptait sept régions administratives. SUCO couvrait le Québec et l'Acadie. Dans chacune des régions, des comités locaux recrutaient des étudiants qu'on appelait alors des « volontaires ». C'était l'époque où ces jeunes médecins, professeurs, techniciens agricoles, etc. idéalistes et enthousiastes désiraient aller « aider » les populations des pays sous-développés.

On croyait que l'envoi de personnel à des fins de suppléance et d'assistance technique et l'apport de ressources financières externes allaient permettre le développement économique et social des pays « pauvres » nouvellement indépendants : passant d'une économie traditionnelle de subsistance à une économie moderne de type capitaliste. En somme l'« aide » visait le « rattrapage ».



Au tournant de la décennie des années 1970, sous l'impulsion d'anciens « volontaires », qui ont éprouvés les limites d'une action exclusivement centrée sur les activités outre-mer et qui sont revenus au pays profondément convaincus qu'il ne suffit pas d'apporter les outils et les connaissances aux populations qu'on veut aider, une réflexion s'amorce sur les causes profondes du sous-développement. L'analyse porte sur les rapports de dépendance qui existent aux niveaux économique, politique et culturel entre les pays en développement et les pays industriels. Les coopérants ne sont plus uniquement des « aidants » mais des gens qui apprennent au contact des populations. Un lien structurel se tisse entre le Nord et le Sud, et mène à la réévaluation des pratiques de coopération. SUCO se réoriente pour jouer un rôle plus efficace dans le champ de la solidarité internationale. La nécessité de s'impliquer dans la sensibilisation et l'éducation du public canadien aux réalités de la coopération internationale s'impose et devient même une priorité des dix bureaux régionaux de SUCO Québec/Acadie (Alma, Chicoutimi, Hull, Moncton, Montréal, Québec, Rouyn-Noranda, Saint-Hyacinthe, Sherbrooke et Trois-Rivières).

À partir de 1972, SUCO se rapproche des populations et appuie des initiatives locales d'autodéveloppement, particulièrement auprès des populations des bidonvilles et en milieu rural. Dès lors, il apparaît évident que le progrès social, culturel et politique est une condition sine qua non au développement du bien-être physique et économique des populations.

Entre 1961 et 1978, plus de 2 200 personnes, majoritairement des Québécois et des Acadiens, ont travaillé dans les pays du tiers monde avec SUCO. En 1978, l'organisme soutient quelque 130 projets dans plus de 25 pays.

L'action de SUCO se divise donc en deux champs d'activités soit les activités outre-mer de soutien aux populations, et les activités d'information au Québec destinées à mieux faire connaître la réalité et les luttes des pays en développement. Cette double orientation se traduit entre 1978 et 1980 par une diminution de coopérants à l'étranger. Aux universitaires se substituent des personnes qui ont développé une pratique de solidarité et qui sont liées au mouvement populaire québécois, notamment les syndicats et les regroupements communautaires.

Les mécanismes de prise de décisions s'étaient démocratisés à SUCO depuis le début des années 1970. Le directeur général était devenu le secrétaire général et les employés prenaient une part active à l'élaboration des programmes. Les grandes orientations sont définies par les militants, les coopérants de retour et les bénévoles lors de l'assemblée générale annuelle.

LUTTES IDÉOLOGIQUES

Au cours des années 1970, l'analyse politique se corse et les luttes de libération - résistance du Vietnam dans la guerre qui l'oppose au géant américain, révolution culturelle en Chine, prise du pouvoir d'Allende au Chili et mouvements de libération en Afrique australe - portent sur la dénonciation de toutes les formes d'impérialisme. Le discours des groupes populaires Québec/Acadie se radicalise.

MÊME ENNEMI, MÊME COMBAT



Lafleur, ex-directeur de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), est un personnage incontournable dans l'histoire de la coopération et du développement international au Québec, plus particulièrement quand on parle de l'établissement de liens de solidarité avec l'Amérique latine. Au milieu des années 1970, il travaille à Solidarité Québec Amérique latine et collabore avec SUCO pour la mise en place du programme Amérique latine. Il raconte que cette époque était extrêmement effervescente en ce qui concerne les luttes de libération : le Chili, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay étaient sous la botte des militaires, après avoir connu les montées victorieuses des luttes populaires. Guy Par ailleurs, du côté de l'Afrique le torchon brûlait dans les colonies portugaises (Angola, Guinée-Bissau, et Mozambique). « Ce fut un moment de l'histoire de la coopération assez exceptionnel. Une période d'apprentissage politique très intense. La solidarité se manifestait à travers une lutte commune contre les exploités (les multinationales) et les pouvoirs (celui de la classe dirigeante (bourgeois ou militaires) devant mener à la libération nationale de chaque peuple. Notre cri de ralliement était alors : Même ennemi - même combat ! En 1976-77 eurent lieu les premières tournées québécoises, notamment de leaders syndicaux d'Amérique latine, dont l'objectif était de resserrer les liens de solidarité » (Mr Lafleur).

UN CONTINENT À PART

« Les Québécois ont souvent été identifiés comme les « latins du Nord », il était donc beaucoup plus facile de communiquer avec les Latino-Américains et de partager les expériences sociales réciproques, raconte Pierre Bonin, responsable pour l'Afrique et le Moyen-Orient à la Direction des Programmes de coopération à SUCO de 1977 à 1984, qu'avec les Africains des pays francophones et arabophones ». « La coopération avec l'Afrique nous demandait de procéder à un décodage culturel exigeant. Jusqu'au début des années 1970, la coopération volontaire était de type institutionnel et s'adressait aux écoles, aux hôpitaux et aux services techniques gouvernementaux. À partir de 1972, un fonds de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a permis de réaliser des appuis mieux intégrés et plus cohérents avec de nouveaux partenaires.

Dans les années qui ont suivi, des liens de solidarité se sont établis avec des associations et des regroupements de paysans, de femmes, d'artisans, de jeunes tout en maintenant des relations avec l'État. Nous espérons ainsi favoriser l'émergence d'une démocratie participative : la mise en place de la coopérative des femmes de Markala et du magasin coopératif La Paysanne à Bamako, le travail de longue haleine avec les regroupements paysans et le Centre de formation à Konseguela ainsi que la création du village d'EmNhaller avec des bidonvillois bellah, près de Mopti au Mali, allaient dans ce sens ».

« Le défi en Afrique était d'éviter de rendre les groupes communautaires dépendants. Le mouvement populaire, à peine naissant, était très vulnérable au sein des régimes dictatoriaux qui prévalaient. La création de réseaux ou d'infrastructures de communication entre les groupes de base partenaires a cruellement manqué, freinant ainsi la constitution d'un véritable pouvoir paysan capable de donner un essor au développement de l'économie africaine. Face au caractère autoritaire et centralisateur des organismes gouvernementaux d'encadrement de la paysannerie, l'Afrique souffrait déjà d'une trop grande fragmentation, accentuée par le chauvinisme d'une multitude d'organismes « d'aide » ayant chacun ses regroupements paysans ».

UN MONDE DÉCHIRÉ

La fin de la décennie des années 1970 est marquée par la précarité des luttes sociales. Yvon Madore, secrétaire général de SUCO à cette période, décrit la situation de la façon suivante* : « En Afrique francophone (...) les pays du Sahel s'enlisent dans des difficultés économiques de plus en plus sérieuses. Le Mali est au bord de la banqueroute, le Tchad est en guerre civile et la Haute-Volta (l'actuel Burkina Faso), le Togo et le Rwanda font face à des ennuis financiers.

En Afrique australe, les forces du Front patriotique prennent le pouvoir. Le Mozambique, l'Angola et la Guinée-Bissau font l'apprentissage de la reconstruction après la libération. La situation demeure précaire (...) malgré la mise en place de régimes populaires et socialistes.

En Amérique latine, depuis la mort d'Allende (1973) au Chili, les forces progressistes sont désemparées. (...) De nouvelles luttes prennent forme (Nicaragua, El Salvador) et les groupes de résistance se réorganisent au Chili, en Argentine et au Pérou ». * Madore, Yvon, Bilan des 20 ans de SUCO, Assemblée annuelle, document no 4, 1 et 2 novembre 1980.

SUCO poursuit son analyse politique, et d'un organisme voué à l'envoi de coopérants devient de plus en plus un organisme de

coopération et de solidarité. Pour marquer sa réprobation face à cette nouvelle tendance, trop fortement colorée de militantisme, l'ACDI cesse progressivement de soutenir financièrement les bureaux régionaux de SUCO au Québec et en Acadie, qui passent alors de 10 à 2.

À la suite des tensions qui existent entre SUCO et CUSO depuis la fin des années 1960, un rapport de la firme indépendante Coopers and Lybrand préconisait carrément de faire de SUCO/CUSO deux entités légales séparées. S'amorce alors un mouvement de séparation entre les deux organisations. Cette séparation prend officiellement effet en 1981.

LA CRISE

Malgré les appuis massifs reçus du mouvement populaire, syndical et de solidarité au Québec et d'ailleurs, l'ACDI ne renouvelle pas ses liens contractuels avec SUCO à l'été 1983, notamment parce que certaines orientations et pratiques de SUCO n'étaient pas toujours en accord avec les visées du Gouvernement canadien.

Du jour au lendemain, le budget annuel passe de 6 millions de dollars à moins de 400 000 dollars. Le nombre de pays où SUCO est présent est réduit de 22 à 5 (Mali, Mozambique, Nicaragua, Pérou et appui auprès des réfugiés palestiniens) et le personnel diminue de 45 à 4 personnes. Cette situation pousse SUCO à resserrer les liens avec les groupes et les organisations qui reconnaissent l'originalité de son action dans le domaine de la coopération internationale. Secrétaire général par intérim (été 1983, printemps 1984) Alain Ambrosi assume la direction durant cette difficile année de décroissance et de réorientation.

GESTION D'UNE CRISE

Michel Brodeur, qui avait été coopérant de SUCO au Mexique de 1981 à 1983, agit comme secrétaire général de 1984 à 1987. « Le premier défi est de trouver des sources de financement autonomes (la contribution de l'ACDI représentait 80 % du budget annuel total). C'est à ce moment-là que s'est établie la tradition du publipostage. Nous sommes allés chercher un appui financier auprès de nos supporters, soit les ex-coopérants-tes et le mouvement syndical et populaire ».

Au cours de cette période, une partie des coopérants volontaires ont été rapatriés par SUCO ou ont été pris en charge par d'autres organismes de coopération internationale. Mais certains coopérants sont demeurés en poste sous l'égide de SUCO procédant même pour ce faire à leur propre collecte de fonds. Ce fut le cas notamment de Luc Bertrand au Mali, de Joseph Giguère et Marie-Claire Nadeau au

Pérou et d'André Grégoire et des membres de la Coopérative Nueva Nicaragua. L'exemple de Joseph Giguère et de sa compagne Marie-Claire Nadeau illustre bien la ferveur militante du début des années 1980. Il faut le dire, dans la majorité des cas, c'est par l'entremise des coopérants-tes que les liens internationaux se sont établis et consolidés. Joseph et Marie-Claire étaient de ceux qui considéraient qu'il fallait arrêter de « chialer » et agir.

Joseph était dirigeant syndical de la CSN dans la région de Québec, et Marie-Claire travaillait comme agent de développement à la Caisse d'économie des travailleurs et des travailleuses de Québec. Lorsqu'ils firent leur baluchon pour réaliser un projet de coopération qui leur tenait à coeur depuis plusieurs années, ils sont allés travailler au sein de l'Association Travail et Culture (Asociacion Trabajo y Cultura - ATC) au Pérou. Ils furent coopérants de SUCO de 1982 à 1985. « Nous voulions connaître le capitalisme à travers la lunette des plus pauvres », précisent-ils. Joseph s'emploiera à développer des contenus pour faire de l'éducation syndicale. Pour sa part, Marie-Claire, après avoir occupé le poste de bibliothécaire pendant une année à l'ATC, s'investit dans la mise sur pied de l'organisme Filomena Tomeira y Pacsi (toujours partenaire de SUCO depuis sa fondation) qui rassemble les femmes des campements miniers qui ont constitué un collectif d'éducation et d'intervention pour aider les femmes à améliorer leurs conditions de vie.

UN CONCEPT PROMETTEUR : LA SOLIDARITÉ DIRECTE

SUCO s'est donné comme mission d'être un groupe d'accompagnement auprès des partenaires et d'apporter un appui soit politique, soit technique ou social (renforcement de la société civile) pouvant s'échelonner sur une période de quelques mois à quelques années. C'est alors que le concept de solidarité directe commence à faire son apparition dans le vocabulaire de la coopération internationale.

Le premier à lui avoir donné une résonance réelle serait vraisemblablement Joseph Giguère. Dans un long texte de réflexion sur la coopération, daté de juillet 1985, Construire la solidarité internationale, il écrivait alors : « Nous pensons que pour prendre un véritable envol, la solidarité internationale doit progressivement trouver des formes beaucoup plus directes qui n'aient pas à passer par des organisations intermédiaires ». Dans son esprit et celui de Marie-Claire : « le coopérant est un pont entre la réalité d'ici et d'ailleurs ».

En 1986, la Péruvienne Consuelo Garcia, membre de l'équipe Filomena, traduisait bien dans ses mots le concept de la solidarité directe : « Par exemple, un groupe de base d'ici entre directement en relation avec un groupe de base du Québec. Ce contact peut prendre la forme d'échanges au niveau de la méthodologie, des idées, des problèmes rencontrés, etc. Malgré les différences entre les réalités

sociales, il faut explorer les similitudes ». Consuelo Garcia a été assassinée en 1989. SUCO s'est alors mobilisé pour dénoncer publiquement ce meurtre gratuit.

LES LENDEMAINS D'UNE CRISE



Progressivement, pouvant compter sur le soutien de ses partenaires ici et à l'étranger, SUCO a pu passer au travers de cette crise financière. Le personnel en place de 1984 à 1988 a su maintenir le cap et en quelque sorte rajuster le tir. Il a fallu trouver des fonds pour assurer un minimum d'infrastructure, poursuivre les relations de soutien aux partenaires du Sud toujours fidèles et continuer de s'investir dans l'éducation du public canadien. Reste que la présence continue de SUCO dans le paysage de la coopération internationale canadienne témoigne d'une remarquable capacité d'adaptation et de mobilisation de sa base sociale.

À la fin des années 1980, le contexte politique des divers pays d'Amérique latine et d'Afrique avait pris de nouvelles couleurs. La mondialisation des marchés et la montée du néolibéralisme économique marquaient un tournant à l'échelle planétaire. Si bien qu'en Amérique Latine certains projets de société se sont pratiquement écroulés. En Afrique, la situation économique est demeurée également dramatique mais quand même les Africains traversent depuis, dans plusieurs pays, une période de leur histoire qui contient le germe de l'espoir d'une nouvelle société gérée de manière décentralisée et plus démocratique.